

# **BUDGET ANNEXE**

## **« ASSAINISSEMENT »**

### **RAPPORT DE PRÉSENTATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE**

**EXERCICE 2025**

## SOMMAIRE

|                                                                                                |           |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1. Présentation générale du compte financier unique du budget annexe « assainissement »</b> | <b>3</b>  |
| <b>2. La trajectoire financière du budget annexe « assainissement »</b>                        | <b>5</b>  |
| 2.1 Les indicateurs d'exécution budgétaire du budget annexe « assainissement »                 | 5         |
| 2.2 Les résultats du budget annexe « assainissement »                                          | 6         |
| 2.3 Les indicateurs de gestion du budget annexe « assainissement »                             | 7         |
| 2.4 La dette du budget annexe « assainissement »                                               | 8         |
| <b>3. Le bilan de l'actif et du passif du budget annexe « assainissement »</b>                 | <b>9</b>  |
| <b>4. La programmation pluriannuelle du budget annexe « assainissement »</b>                   | <b>10</b> |
| <b>5. La section d'exploitation du budget annexe « assainissement »</b>                        | <b>10</b> |
| 5.1 Les recettes d'exploitation du compte financier unique                                     | 11        |
| 5.2 Les dépenses d'exploitation du compte financier unique                                     | 12        |
| <b>6. La section d'investissement du budget annexe « assainissement »</b>                      | <b>16</b> |
| 6.1 Les dépenses d'investissement du compte financier unique                                   | 16        |
| 6.2 Les recettes d'investissement du compte financier unique                                   | 19        |

## 1. PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

A partir de l'exercice 2025, le compte financier unique (CFU) constitue le document budgétaire et comptable qui s'est substitué, à la fois au compte administratif et au compte de gestion<sup>1</sup>.

Le compte financier unique constitue un levier pour la fiabilisation des comptes du secteur public local, et facilite la mise en perspective des états financiers.

Sa présentation intègre un bilan, un compte de résultat et des annexes, par budget, apportant ainsi une vision patrimoniale. Les données d'exécution budgétaires et les informations patrimoniales sont désormais présentes au sein d'un même document.

Alors que le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives constituent des états de prévisions, le compte financier unique a pour objet de présenter les résultats de l'exécution budgétaire de l'année, en permettant le rapprochement des autorisations votées par le Conseil de la Métropole avec les recettes et les dépenses réellement constatées sur l'exercice. Ces résultats sont repris au budget supplémentaire de l'année n+1.

Depuis 2024, le budget annexe « assainissement » est unifié, permettant de regrouper l'ensemble de l'exécution des dépenses et des recettes de cette compétence.

La compétence « assainissement » consiste à collecter, transporter et traiter les eaux usées générées par les différents utilisateurs (particuliers ou entreprises) de l'eau potable. L'eau traitée dans les stations d'épuration est rejetée dans le milieu naturel (rivières, canaux, étangs, mer). C'est ainsi que chaque année 121 millions de m3 d'eaux usées sont dépolluées par 71 stations d'épuration.

Le service public de l'assainissement collectif a pour objectif de garantir les enjeux de santé publique liés au transport et au traitement des effluents, et préserver les milieux naturels en limitant les rejets polluants. Les objectifs environnementaux sont nombreux : optimisation du traitement des eaux usées domestiques dans le respect de la réglementation et de la sensibilité des milieux récepteurs, amélioration de la performance énergétique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, développement des énergies renouvelables, préservation de la biodiversité et protection de la ressource, lutte contre les eaux parasites.

Un schéma directeur métropolitain de l'assainissement sanitaire a été approuvé par le Conseil de la Métropole le 5 décembre 2024. Il définit les principales actions pour atteindre ces objectifs, et priorise les travaux nécessaires. Pour le réseau métropolitain d'assainissement, le programme de travaux planifie un renouvellement progressif et ambitieux des collecteurs qui représentent un patrimoine considérable. Le programme de travaux vise aussi à valoriser l'ensemble des produits de l'assainissement et à anticiper les besoins de demain : réutilisation des eaux usées traitées, récupération de chaleur, génération de biogaz, etc. Ces travaux permettent par ailleurs, d'adapter les systèmes d'assainissement aux évolutions liées au changement climatique, en particulier l'augmentation des températures (accélérant la dégradation des ouvrages et aggravant les nuisances olfactives) et l'élévation du niveau de la mer.

Le service public industriel et commercial de l'assainissement se caractérise par une organisation historiquement fragmentée, reposant sur une diversité de mode de gestion.

Concrètement, plusieurs modèles coexistent :

- ✓ La régie, dans laquelle la collectivité assure directement le service. Celle-ci peut être intégrée au budget métropolitain, comme la régie du Pays de Martigues, ou disposer d'une autonomie financière, comme

---

<sup>1</sup> Article 2025 de la loi de finances pour 2024 et délibération N° FBPA-026-17043/24/CM votée le 5 décembre 2024.

la Régie des Eaux du Pays d'Aix ou la Régie des Eaux et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban ;

- ✓ La délégation de service public (DSP), où la gestion est confiée à un opérateur spécialisé dans le cadre d'un contrat, notamment sur une grande partie du territoire métropolitain ;
- ✓ Les sociétés publiques locales (SPL), structures détenues par les collectivités, qui constituent un mode de gestion intermédiaire.

Cette diversité de modes de gestion implique l'intervention de multiples acteurs et se traduit par des modalités de gestion et des équilibres financiers hétérogènes selon les territoires.

Elle constitue un enjeu central pour la Métropole en matière de lisibilité financière, de comparaison des coûts et de pilotage global du service.

## 2. LA TRAJECTOIRE FINANCIERE DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

### 2.1 LES INDICATEURS D'EXECUTION BUDGETAIRE DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

Les principaux indicateurs de gestion de l'exécution budgétaire de l'exercice 2025 se déclinent comme suit :

| 2025           | En K€                   | Montant total<br>"voté" 2025 | Montant réalisé<br>2025 | Taux<br>d'exécution<br>2025 |
|----------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------|-----------------------------|
| Exploitation   | <b>Recettes totales</b> | <b>59 577,40</b>             | <b>58 876,93</b>        | <b>99%</b>                  |
|                | Dont recettes réelles   | 47 336,94                    | 46 712,65               | 99%                         |
|                | <b>Dépenses totales</b> | <b>93 708,60</b>             | <b>64 312,28</b>        | <b>69%</b>                  |
|                | Dont dépenses réelles   | 27 995,36                    | 22 637,96               | 81%                         |
| Investissement | <b>Recettes totales</b> | <b>117 949,73</b>            | <b>79 548,88</b>        | <b>67%</b>                  |
|                | Dont recettes réelles   | 34 740,39                    | 27 690,90               | 80%                         |
|                | <b>Dépenses totales</b> | <b>92 078,99</b>             | <b>67 663,98</b>        | <b>73%</b>                  |
|                | Dont dépenses réelles   | 62 342,43                    | 45 316,04               | 73%                         |

✓ En section d'exploitation :

- Le taux d'exécution en dépenses s'élève à **69%** et correspond à un total de **64 312 k€**, et en recettes le taux d'exécution s'élève à **99%**, correspondant à un total de titre émis égal à **58 876 k€** ;
- Les dépenses réelles représentent **22 637 k€** et les recettes réelles **46 712 k€**.

✓ En section d'investissement :

- Le taux d'exécution global de la section en dépenses s'élève à **73%**, et correspond à un total de mandats émis de **67 663 k€** ;
- Le taux d'exécution global de la section en recettes s'élève à **67%** et correspond à un total de titres émis de **79 548 k€** ;
- Les dépenses réelles représentent **45 316 k€** et les recettes réelles **27 690 k€**.

## 2.2 LES RESULTATS DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

Les résultats s'établissent comme suit :

| Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice 2025                              |           |                |              |              |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------|--------------|--------------|
| En K€                                                                                     |           | Investissement | Exploitation | Total cumulé |
| Recettes réalisées                                                                        | A         | 79 548,88      | 58 876,93    | 138 425,81   |
| Restes à réaliser en recettes                                                             | B         | 1 404,96       | 0,00         | 1 404,96     |
| Dépenses réalisées                                                                        | C         | 67 663,98      | 64 312,28    | 131 976,26   |
| Restes à réaliser en dépense                                                              | D         | 0,00           | 0,00         | 0,00         |
| Solde des réalisations de l'exercice (+/-)                                                | E = A - C | 11 884,90      | -5 435,35    | 6 449,55     |
| Résultats antérieurs reportés (+/-)                                                       | F         | -25 870,73     | 34 131,20    | 8 260,46     |
| Solde pour l'investissement ou résultat de clôture pour l'exploitation (excédent/déficit) | G = E + F | -13 985,83     | 28 695,84    | 14 710,01    |
| Différence entre les restes à réaliser (+/-)                                              | H = B - D | 1 404,96       | 0,00         | 1 404,96     |
| Résultat cumulé (excédent/déficit)                                                        | I = G + H | -12 580,87     | 28 695,84    | 16 114,97    |

Le résultat cumulé de l'exercice 2025 est positif avec 16 114,97 k€.

La section investissement présente un déficit cumulé de - 12 580,87 k€, résultant d'un solde positif de l'exercice de 11 884,90 k€, d'un résultat antérieur reporté négatif de -25 870,73 k€, et des restes à réaliser de 1 404,96 k€.

La section exploitation présente un excédent cumulé de 28 695,84 k€, résultant d'un solde négatif de l'exercice de -5 435,35 k€, et d'un résultat antérieur reporté positif de 34 131,20 k€.

Le déficit du résultat d'exploitation de l'exercice 2025 s'explique principalement par la hausse de l'amortissement des actifs, entraînée par une régularisation comptable liée à l'amortissement de travaux en cours intégrés dans les comptes définitifs. Les recettes d'exploitation de l'exercice ne sont donc pas suffisantes pour assurer le financement de l'ensemble des dépenses d'exploitation.

En revanche, le résultat d'investissement affiche un excédent, mettant en évidence l'excellente capacité d'autofinancement obligatoire du remboursement du capital de la dette et de la programmation pluriannuelle des investissements.

## 2.3 LES INDICATEURS DE GESTION DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

|                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|--------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Epargne de gestion courante</b>                     | = recettes de gestion courante - dépenses de gestion courante (hors solde exceptionnel et financier et provisions réelles)<br>=> <b>Capacité courante de financement de l'établissement hors politique d'endettement</b>                                                    |
| <b>Epargne de gestion</b>                              | = Epargne de gestion courante + solde exceptionnel large<br>=> <b>Capacité de la collectivité à dégager de l'autofinancement après prise en compte des éléments non liés à la gestion courante (résultat exceptionnel).</b>                                                 |
| <b>Epargne brute</b>                                   | = recettes réelles d'exploitation - dépenses réelles d'exploitation<br>=> <b>Capacité d'autofinancement brute (CAF) de la section d'investissement</b>                                                                                                                      |
| <b>Epargne nette</b>                                   | = épargne brute - annuité en capital de la dette<br>=> <b>Capacité d'autofinancement nette de la section d'investissement</b>                                                                                                                                               |
| <b>Capacité dynamique de désendettement (en année)</b> | = encours de dette « n » / Epargne brute<br>=> <b>capacité théorique de la collectivité à rembourser sa dette</b> (nombre d'années théoriques qu'il faudrait à la collectivité pour rembourser l'intégralité de sa dette en y consacrant la totalité de son épargne brute). |

| En K€                                                                 | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | CFU 2024/2025<br>en K€ | CFU 2024/2025<br>en % |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------------|-----------------------|
| <i>Recettes de gestion courante</i>                                   | 53 304,36        | 46 872,92         | 46 217,89        | -7 086,47              | -13%                  |
| <i>Dépenses de gestion courante</i>                                   | 14 889,42        | 18 194,48         | 15 691,66        | 802,24                 | 5%                    |
| <b>Epargne de gestion courante (EBG)</b>                              | <b>38 414,94</b> | <b>28 678,45</b>  | <b>30 526,23</b> | <b>-7 888,71</b>       | <b>-21%</b>           |
| <b>Taux d'épargne de gestion courante (Taux d'EBG)</b>                | <b>72%</b>       | <b>61%</b>        | <b>66%</b>       |                        |                       |
| <i>Recettes exceptionnelles larges (77 + 78 + 76) hors nature 775</i> | 1 751,21         | 464,01            | 494,76           | -1 256,45              | -72%                  |
| <i>Dépenses exceptionnelles larges (67 + 68 + 66112)</i>              | 2 564,62         | 3 705,29          | 2 812,00         | 247,38                 | 10%                   |
| <b>Résultat exceptionnel large</b>                                    | <b>-813,41</b>   | <b>-3 241,28</b>  | <b>-2 317,24</b> | <b>-1 503,83</b>       | <b>185%</b>           |
| <b>Epargne de gestion (EBG + résultat exceptionnel)</b>               | <b>37 601,53</b> | <b>25 437,17</b>  | <b>28 208,99</b> | <b>-9 392,54</b>       | <b>-25%</b>           |
| <b>Taux d'épargne de gestion</b>                                      | <b>68%</b>       | <b>54%</b>        | <b>60%</b>       |                        |                       |
| <i>Recettes réelles</i>                                               | 55 055,57        | 47 336,94         | 46 712,65        | -8 342,93              | -15%                  |
| <i>Dépenses réelles</i>                                               | 22 432,45        | 27 995,36         | 22 637,96        | 205,51                 | 1%                    |
| <b>Epargne brute (EBE)</b>                                            | <b>32 623,13</b> | <b>19 341,57</b>  | <b>24 074,69</b> | <b>-8 548,44</b>       | <b>-26%</b>           |
| <b>Taux d'épargne brute (Taux d'EBE)</b>                              | <b>59%</b>       | <b>41%</b>        | <b>52%</b>       |                        | <b>-13%</b>           |
| Annuité en capital de la dette (16 sauf le 16449 et 165)              | 11 741,10        | 11 870,09         | 11 346,61        | -394,49                | -3%                   |
| <b>Epargne nette (ENE)</b>                                            | <b>20 882,02</b> | <b>7 471,49</b>   | <b>12 728,07</b> | <b>-8 153,95</b>       | <b>-39%</b>           |
| <b>Taux d'épargne nette (Taux d'ENE)</b>                              | <b>38%</b>       | <b>16%</b>        | <b>27%</b>       |                        |                       |
| Encours de dette (au 31/12 de l'exercice)                             | 127 869,44       | 127 869,44        | 117 052,90       | -10 816,54             |                       |
| <b>Capacité dynamique de désendettement</b>                           | <b>3,9</b>       | <b>6,6</b>        | <b>4,9</b>       |                        |                       |

Le taux d'épargne de gestion courante s'établit à 66%, en diminution par rapport à 2024, directement liée à la réduction des recettes de gestion courante, notamment due à la suppression des primes pour la performance épuratoire dans le cadre de la réforme des redevances des agences de l'eau.

Après intégration d'un résultat exceptionnel déficitaire de - 2 317,24 k€, le taux d'épargne de gestion global atteint 60%, soit une baisse par rapport au compte administratif 2024.

Les recettes exceptionnelles de 2024 avaient atteint un niveau exceptionnel à la suite d'un jugement en faveur de la Métropole dans le cadre d'un contentieux affectant la station d'épuration de Vitrolles (divers désordres et dysfonctionnements imputés au groupement d'entreprise après jugement).

Enfin, le taux d'épargne brute s'établit à 52% en baisse par rapport au compte administratif 2024.

La baisse des recettes constitue le principal facteur expliquant le recul des taux d'épargne en 2025.

L'épargne brute de 24 074,69 k€ permet de couvrir l'annuité en capital de la dette de 11 346,61 k€. L'encours de dette diminue de 127 869,44 k€ en 2024 à 117 052,90 k€ en 2025, signe d'un budget en cours de désendettement.

## 2.4 LA DETTE DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

Le tableau ci-dessous retrace les principaux indicateurs relatifs à l'évolution de la dette du budget annexe « assainissement » :

| Stock de dette au 31/12/2024 (a) | Remboursement du capital de la dette en 2025 (b) | Dont provision pour emprunt obligataire en 2025* (b') | Emprunt d'équilibre 2025 (c) | Stock de dette au 31/12/2025 (a)-(b)+(b')+(c) |
|----------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------------------------|
| 127 869 K€                       | 11 347 K€                                        | 530 K€                                                | 0 K€                         | 117 053 K€                                    |

Le stock de dette au 31/12/2025 de 117 053 k€ est en diminution de -8%.

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit.

Le remboursement en capital de la dette s'élève à 11 347 k€ sur 2025, en diminution de 395 k€ par rapport à l'exercice 2024.

### 3. LE BILAN DE L'ACTIF ET DU PASSIF DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

Le tableau ci-dessous présente un bilan synthétique de l'actif et du passif du budget annexe « assainissement » :

| Actif net                              | 2024              | 2025              | Evolution<br>2024-2025<br>en % | Passif                             | 2024              | 2025              | Evolution<br>2024-2025<br>en % |
|----------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------|------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------------|
| Immobilisations incorporelles (nettes) | 5 538 K€          | 7 480 K€          | 35%                            | Fonds propres                      | 767 546 K€        | 752 811 K€        | -2%                            |
| Immobilisations corporelles (nettes)   | 848 627 K€        | 840 024 K€        | -1%                            | Provisions pour risques et charges | 728 K€            | 659 K€            | -9%                            |
| Immobilisations financières            | 1 024 K€          | 1 025 K€          | 0%                             | Dettes financières à long terme    | 129 236 K€        | 118 252 K€        | -8%                            |
| Total actif immobilisé                 | 855 190 K€        | 848 529 K€        | -1%                            | Dettes à court terme               | 7 889 K€          | 3 543 K€          | -55%                           |
| Total actif circulant                  | 52 284 K€         | 27 830 K€         | -47%                           | Comptes de régularisations         | 2 076 K€          | 1 095 K€          | -47%                           |
| <b>Total actif</b>                     | <b>907 474 K€</b> | <b>876 359 K€</b> |                                | <b>Total passif</b>                | <b>907 474 K€</b> | <b>876 359 K€</b> |                                |

L'actif immobilisé est en diminution de -1% entre 2024 et 2025, passant de 848 529 k€ à 855 190 k€. Il correspond à l'ensemble des biens durables détenus par la collectivité (immobilisations corporelles, incorporelles et financières). Il est constaté une évolution de 35% des immobilisations incorporelles. Ce sont principalement des frais d'études dans le cadre du lancement de projet d'investissement.

Les immobilisations corporelles enregistrent une légère diminution de -1 %, principalement imputable à l'effet de l'amortissement des actifs.

Au passif, les fonds propres sont en baisse de -2% pour atteindre 752 811 k€ en 2025, contre 767 546 k€ en 2024. Cette légère diminution résulte de l'intégration du résultat déficitaire de l'exercice.

Les provisions pour risques et charges sont en baisse de -9% suite à des reprises de provision pour risques.

Les dettes financières diminuent passant de 137 125 k€ en 2024 à 121 795 k€, traduisant un désendettement du budget.

#### 4. LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

Le tableau ci-dessous présente les programmes qui apparaissent dans la programmation pluriannuelle des investissements du budget annexe « assainissement » avec les principaux indicateurs de suivi.

| Libellé du programme | Libellé de l'autorisation de programme | Montant de l'autorisation de programme (en K€) au 31/12/2025 | Montant réalisé au 31/12/2024 (en K€) | Montant annuel des crédits de paiements réalisés en 2025 | Montant réalisé au 31/12/2025 (en K€) | Taux d'avancement au 31/12/2025 | Ratio de couverture* (en année) |
|----------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| Assainissement       | ASSAINISSEMENT GESTION MDTURE 2020-26  | 247 794 K€                                                   | 91 726 K€                             | 24 342 K€                                                | 116 067 K€                            | 47%                             | 5,4                             |
|                      | ASSAINISSEMENT PROJET MDTURE 2020-26   | 292 461 K€                                                   | 72 164 K€                             | 9 187 K€                                                 | 81 351 K€                             | 28%                             | 23,0                            |
|                      | <b>SOUS-TOTAL</b>                      | <b>540 255 K€</b>                                            | <b>163 890 K€</b>                     | <b>33 529 K€</b>                                         | <b>197 419 K€</b>                     | <b>37%</b>                      | <b>10,2</b>                     |
| Logistique           | LOGISTIQUE GESTION MDTURE 2020-26      | 15 K€                                                        | 7 K€                                  | 3 K€                                                     | 10 K€                                 | 66%                             | 1,8                             |
| Numérique            | NUMERIQUE GESTION MDTURE 2020-26       | 335 K€                                                       | 11 K€                                 | 93 K€                                                    | 105 K€                                | 31%                             | 2,5                             |
| Parc Automobile      | PARC AUTOMOBILE GESTION MDTURE 2020-26 | 660 K€                                                       | 298 K€                                | 150 K€                                                   | 448 K€                                | 68%                             | 1,4                             |
|                      | <b>SOUS-TOTAL</b>                      | <b>1 010 K€</b>                                              | <b>316 K€</b>                         | <b>246 K€</b>                                            | <b>563 K€</b>                         | <b>56%</b>                      | <b>1,8</b>                      |
|                      | <b>TOTAL GENERAL</b>                   | <b>541 265 K€</b>                                            | <b>164 206 K€</b>                     | <b>33 775 K€</b>                                         | <b>197 981 K€</b>                     | <b>37%</b>                      | <b>10,2</b>                     |

Le taux d'affectation des autorisations de programme votées est de 100%.

Le montant des autorisations de programme à annuler en application des règles de caducité est de 0 €.

Le volume des autorisations de programme (AP) au 31 décembre 2025 est de 541 265 k€, avec un taux d'avancement de 37% au 31/12/2025.

Les principaux investissements réalisés en 2025 sont présentés au point 6.1 « Les dépenses d'investissement du compte financier unique ». Ils se décomposent notamment comme suit :

- ✓ 24 342 k€ réalisés pour les travaux récurrents afférents à la compétence « assainissement » sur l'autorisation de programme « Assainissement Gestion Mandature 2020-2026 ». Les autorisations de programme de gestion concernent les interventions récurrentes et de courtes durées avec des travaux d'entretien et d'aménagement ;
- ✓ 9 187 k€ réalisés pour les nouveaux projets (autorisation de programme « Assainissement Projet Mandature 2020-2026 ». Les autorisations de programme de projet regroupent des opérations correspondant à de nouvelles infrastructures ou équipements structurants pour la métropole, comme la création de station d'épuration ou l'extension/réhabilitation de stations existantes ou l'extension de réseaux d'eaux usés ;
- ✓ 3 k€ mandatés sur le programme logistique avec l'achat de mobilier ;
- ✓ 93 k€ mandatés sur le programme numérique pour le renouvellement de matériel informatique ;
- ✓ 150 k€ sur le programme parc automobile pour l'acquisition de plusieurs citadines électriques et de petits véhicules utilitaires.

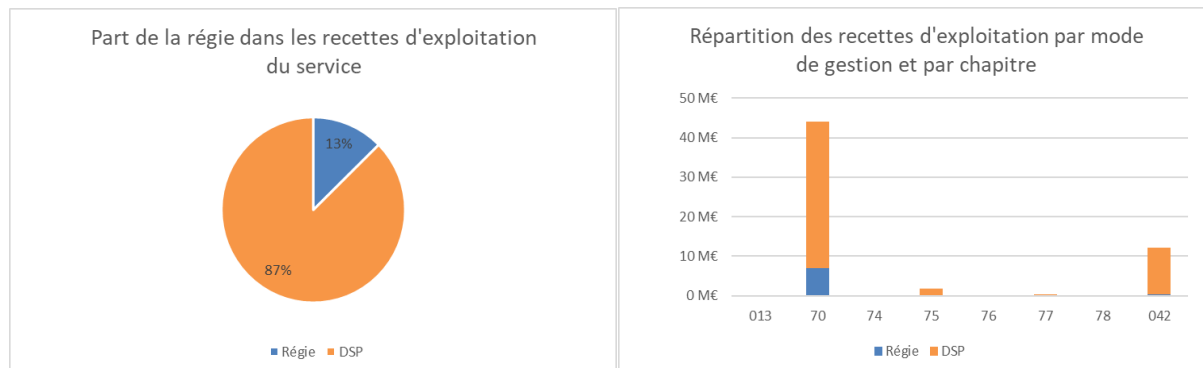
#### 5. LA SECTION D'EXPLOITATION DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

## 5.1 LES RECETTES D'EXPLOITATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

| En K€                                                     | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | Taux d'exécution 2025 | Evolution CFU 2024/2025 en % |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>Recettes réelles</b>                                   | <b>55 055,57</b> | <b>47 336,94</b>  | <b>46 712,65</b> | <b>99%</b>            | <b>-15%</b>                  |
| <b>Recettes de gestion courante</b>                       | <b>53 304,36</b> | <b>46 872,92</b>  | <b>46 217,89</b> | <b>99%</b>            | <b>-13%</b>                  |
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 46 751,27        | 45 841,66         | 44 146,42        | 96%                   | -6%                          |
| 74 - Dotations et participations                          | 6 043,94         | 505,53            | 124,69           | 25%                   | -98%                         |
| 75 - Autres produits de gestion courante                  | 351,88           | 460,61            | 1 778,87         | 386%                  | 406%                         |
| 013-Atténuation des charges                               | 157,27           | 65,13             | 167,91           | 258%                  | 7%                           |
| <b>Autres recettes d'exploitation</b>                     | <b>1 751,21</b>  | <b>464,01</b>     | <b>494,76</b>    | <b>107%</b>           | <b>-72%</b>                  |
| 76-Produits financiers                                    |                  |                   | 1,61             |                       |                              |
| 77 - Produits exceptionnels                               | 1 593,06         | 370,54            | 399,67           | 108%                  | -75%                         |
| 78 - Reprises sur provisions semi-budgétaires             | 158,15           | 93,47             | 93,47            | 100%                  | -41%                         |
| <b>Recettes d'ordre</b>                                   | <b>10 891,32</b> | <b>12 240,46</b>  | <b>12 164,29</b> |                       | <b>12%</b>                   |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections      | 10 891,32        | 12 240,46         | 12 164,29        | 99%                   | 12%                          |
| <b>Total recettes d'exploitation</b>                      | <b>65 946,89</b> | <b>59 577,40</b>  | <b>58 876,93</b> | <b>99%</b>            | <b>-11%</b>                  |
| R 002 Résultat reporté ou anticipé                        |                  | 34 131,20         | -                |                       |                              |
| <b>Total des recettes d'exploitation cumulées</b>         | <b>65 946,89</b> | <b>93 708,60</b>  | <b>58 876,93</b> | <b>63%</b>            | <b>-11%</b>                  |

Les recettes réelles connaissent une baisse globale en 2025 de -15%, avec un taux d'exécution de 99% par rapport au budget total voté. Le montant des recettes réelles titrées s'élève à 46 712,65 k€.

Les recettes réelles se répartissent entre la gestion en régie (correspondant à l'exploitation sur le périmètre des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre les Remparts) et la gestion déléguée (sur le périmètre des autres communes) et comme suit :



Les recettes de gestion courante connaissent une baisse globale de -13% du fait de la suppression des primes pour la performance épuratoire dans le cadre de la réforme des redevances des agences de l'eau.

Les principales recettes d'exploitation concernent les produits des services, du domaine et ventes diverses (chapitre 70) avec 44 146,42 k€ de réalisation, en diminution de -6% avec un taux d'exécution de 96% :

- ✓ La redevance d'assainissement collectif pour 31 012 k€ ;
- ✓ La redevance d'assainissement non collectif pour 745 k€ ;
- ✓ La surtaxe assainissement pour 5 150 k€ ;
- ✓ La participation pour le financement de l'assainissement collectif pour 5 942 k€ ;
- ✓ La redevance pour modernisation des réseaux de collecte pour 438 k€ ;
- ✓ Le reversement Biométhane pour 378 k€ ;
- ✓ La redevance performance pour 30 k€ ;
- ✓ La redevance assainissement industriel pour 15 k€ ;

- ✓ Divers travaux (branchement particuliers, interventions sur le réseau d'eaux usées, vidange de fosses) pour 297 k€ ;
- ✓ Mise à disposition de personnel pour 14 k€ ;
- ✓ Frais de gestion pour 125 k€.

Le chapitre dotations et participations (chapitre 74) est en forte diminution (98%) par rapport à 2024, principalement justifiée par la suppression de l'aide à la performance épuratoire versée par l'Agence de l'Eau du Rhône depuis la réforme applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) sont arrêtés à 1 778,87 k€, enregistrant une forte hausse par rapport à 2024. Cette hausse résulte principalement d'un jugement du tribunal administratif sur la station d'épuration Géolide de Marseille, à hauteur de 1 340 K€, au titre des frais de réparation et de remise en service de l'atelier de séchage suite à un désordre survenu le 4 août 2016, ayant entraîné l'arrêt de l'extension biologique de la Station d'épuration des eaux usées.

Par ailleurs, le chapitre atténuations de charges (chapitre 013) affiche une augmentation de +7%, avec 167,91 k€ titrés. Ces montants concernent essentiellement les régularisations liées aux tickets restaurants, ainsi que les écritures de stock final de la régie des eaux métropolitaines (vêtements de travail, fournitures, etc.), qui représentent 44,18 k€.

Les autres recettes d'exploitation diminuent de -72% en 2025, avec un total de 494,76 k€ contre 1 751,21 k€ en 2024 :

- ✓ Le chapitre des produits financiers (chapitre 76) concerne des intérêts perçus suite à des placements de trésorerie pour un montant de 1,61 k€ ;
- ✓ Le chapitre des produits exceptionnels (chapitre 77) est en baisse de -75% par rapport à 2024, avec un réalisé de 399,67 k€. Cela concerne principalement les pénalités appliquées aux délégataires de service public pour non-respect de leurs obligations contractuelles pour 102,74 k€, et de l'annulation de mandat sur exercice antérieur pour 229,8 k€.  
La recette 2024 avait atteint un niveau exceptionnel à la suite d'un jugement en faveur de la Métropole dans le cadre d'un contentieux affectant la station d'épuration de Vitrolles.
- ✓ Au chapitre reprises sur provisions (chapitre 78), il est constaté une reprise de provisions pour litiges de 93,47 k€.

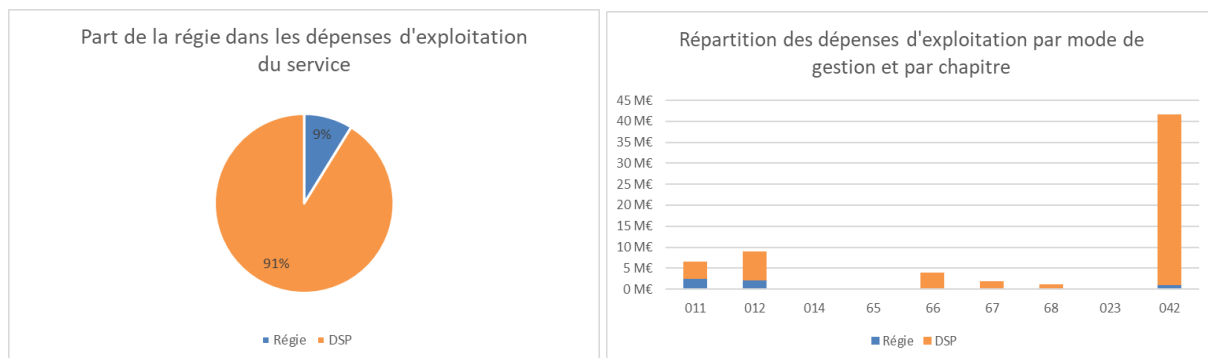
Les recettes d'ordre sont en augmentation de +12% avec un montant de 12 164,29 k€ en 2025, et concernent l'amortissement des subventions ainsi que des reprises d'amortissement.

## 5.2 LES DEPENSES D'EXPLOITATION DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

| En K€                                                | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | Taux d'exécution 2025 | Evolution CFU 2024/2025 en % |
|------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>Dépenses réelles</b>                              | <b>22 432,45</b> | <b>27 995,36</b>  | <b>22 637,96</b> | <b>81%</b>            | <b>1%</b>                    |
| <b>Dépenses de gestion courante</b>                  | <b>14 889,42</b> | <b>18 194,48</b>  | <b>15 691,66</b> | <b>86%</b>            | <b>5%</b>                    |
| 011 - Charges à caractère général                    | 5 511,53         | 7 708,49          | 6 612,70         | 86%                   | 20%                          |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés        | 8 496,36         | 10 237,10         | 8 911,61         | 87%                   | 5%                           |
| 65 - Autres charges de gestion courante (sauf 6586)  | 215,53           | 230,50            | 167,35           | 73%                   | -22%                         |
| 014 - Atténuations de produits                       | 666,00           | 18,39             |                  |                       |                              |
| <b>Autres dépenses d'exploitation</b>                | <b>7 543,03</b>  | <b>9 800,89</b>   | <b>6 946,30</b>  | <b>71%</b>            | <b>-8%</b>                   |
| 66 - Charges financières                             | 4 770,41         | 5 089,98          | 3 967,01         | 78%                   | -17%                         |
| 67 - Charges exceptionnelles                         | 1 529,10         | 2 612,92          | 1 887,47         | 72%                   | 23%                          |
| 68 - Dotations aux provisions et dépréciat°          | 1 243,52         | 1 091,83          | 1 091,83         | 100%                  | -12%                         |
| 022 - Dépenses imprévues                             |                  | 1 006,15          |                  |                       |                              |
| <b>Dépenses d'ordre</b>                              | <b>28 695,90</b> | <b>65 713,23</b>  | <b>41 674,33</b> | <b>63%</b>            | <b>45%</b>                   |
| 023 - Virement à la section d'investissement         |                  | 22 370,83         |                  |                       |                              |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 28 695,90        | 43 342,41         | 41 674,33        | 96%                   | 45%                          |
| 043 - Opérations ordre intérieur de la section       |                  |                   |                  |                       |                              |
| <b>Total dépenses d'exploitation</b>                 | <b>51 128,34</b> | <b>93 708,60</b>  | <b>64 312,28</b> | <b>69%</b>            | <b>26%</b>                   |
| D 002 Déficit d'exploitation reporté de N - 1        |                  |                   |                  |                       |                              |
| <b>Total des dépenses d'exploitation cumulées</b>    | <b>51 128,34</b> | <b>93 708,60</b>  | <b>64 312,28</b> | <b>69%</b>            | <b>26%</b>                   |

Le montant des dépenses réelles mandatées s'élève à 22 637,96 k€. Les dépenses réelles ont été exécutées à hauteur de 81%, stables par rapport à 2024.

Les dépenses réelles se répartissent entre les dépenses afférentes à la gestion en régie (correspondant à l'exploitation sur le périmètre des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre les Remparts) et la gestion déléguée (sur le périmètre des autres communes) et comme suit :



Les réalisations relatives aux dépenses d'exploitation se décomposent de la manière suivante :

- ✓ Les charges à caractère général (chapitre 011) sont en augmentation de +20%, atteignant 6 612,70 k€ de mandats détaillés comme suit :
  - 1 788 k€ (+411 k€ par rapport à 2024) de reversement des redevances assainissement à la Société Publique Locale (SPL) « L'eau des collines » pour les communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin et Roquevaire. L'augmentation s'explique par un rattrapage des factures de l'année 2024 ;
  - 761 k€ (+238 k€ par rapport à 2024) d'études diverses notamment du contrôle de dispositif d'autosurveillance sur les STEP, divers prélèvements sur les rejets. Cette augmentation du réalisé est directement corrélée au niveau de programmation des travaux réalisés sur l'exercice ;

- 681 k€ de consommation d'énergie (eau, électricité, etc.) pour la régie des eaux Métropolitaine ;
  - 591 k€ (+513 k€ par rapport à 2024) de taxes foncières. L'augmentation s'explique par un rattrapage intervenu sur l'exercice, conduisant à la comptabilisation de deux échéances sur une même année ;
  - 544 k€ d'assurances et gestion des contentieux ;
  - 489 k€ de sous-traitance concernant le transport et traitement des boues ;
  - 343 k€ de produits et traitements (nitrate, polymère, ...) ;
  - 337,70 k€ de charges diverses (maintenance, frais de nettoyage, affranchissement ; téléphonie, prestation d'assistance météorologique, frais bancaires, formations) ;
  - 264 k€ de refacturation des charges mutualisées du budget principal ;
  - 240 k€ d'inspection télévisuelle pour évaluer l'état des réseaux d'assainissement ;
  - 232 k€ d'achats divers et travaux (fournitures administratives, petits matériels, vêtements de travail, petits travaux) ;
  - 189 k€ de frais liés au matériel roulant (carburants, réparations des véhicules) ;
  - 70 k€ pour les loyers et charges au titre de l'occupation des bureaux abritant les agents du Pôle Protection du Cycle de l'Eau ;
  - 48 k€ concernant les écritures de stocks initial de la régie des eaux métropolitaine (Stock initial de l'exercice de petits matériels et fournitures administratives) ;
  - 35 k€ de redevance d'occupation du domaine public.
- 
- ✓ Les charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) sont mandatés pour 8 911,61 k€, soit une augmentation de +5% qui s'explique par l'application des différents dispositifs réglementaires de revalorisations (grilles indiciaires, traitement minimum, point d'indice), aux nouveaux dispositifs des ressources humaines (astreintes, IFSE, GIPA), ainsi qu'à une refacturation des frais de structure du budget principal de 1 179 k€ ;
  - ✓ Les autres charges de gestion courante (chapitre 65) sont en baisse de -22% par rapport à 2024, s'établissant à 167,35k€. Cela concerne les admissions en non-valeur pour 94,35 k€, des régularisations de 2023 et 2024 de la redevance de la prime d'épuration à reverser aux communes, et des annulations de titre. Ce chapitre est en baisse depuis la réforme des redevances des agences de l'eau car il n'y a plus de versement de cette prime aux communes qui exercent la compétence assainissement sur son territoire ;
  - ✓ Il n'y a plus de dépense au chapitre atténuations de produits (chapitre 014) du fait de la disparition de la redevance pour modernisation des réseaux de collecte qui était à reverser à l'Agence de l'eau ;
  - ✓ Les charges financières (chapitre 66) sont en baisse de -17% par rapport à 2024, totalisant 3 967,01 k€ liées à la diminution des taux pour les emprunts à taux variables ;
  - ✓ Les charges exceptionnelles (chapitre 67) sont réalisées pour un montant de 1 887,47 k€, dont 521 k€ d'annulation de titres sur exercices antérieurs, ainsi que 164 k€ d'intérêts moratoires. Le reste du chapitre concerne les annulations de rattachements recettes et les indemnités de fin de contrat de délégation ;
  - ✓ Les dotations aux provisions et dépréciations (chapitre 68) sont intégralement exécutées pour un montant de 1 091,83 k€. Ce montant est principalement constitué par une provision pour risques et charges du compte épargne temps, des heures supplémentaires et aux dépréciations des actifs circulants.

Les dépenses d'ordre sont réalisées pour 41 674,33 k€, avec une augmentation de +45% par rapport à 2024, la hausse de l'amortissement des actifs, entraînée par une régularisation comptable liée à l'amortissement de travaux en cours intégrés dans les comptes définitifs.

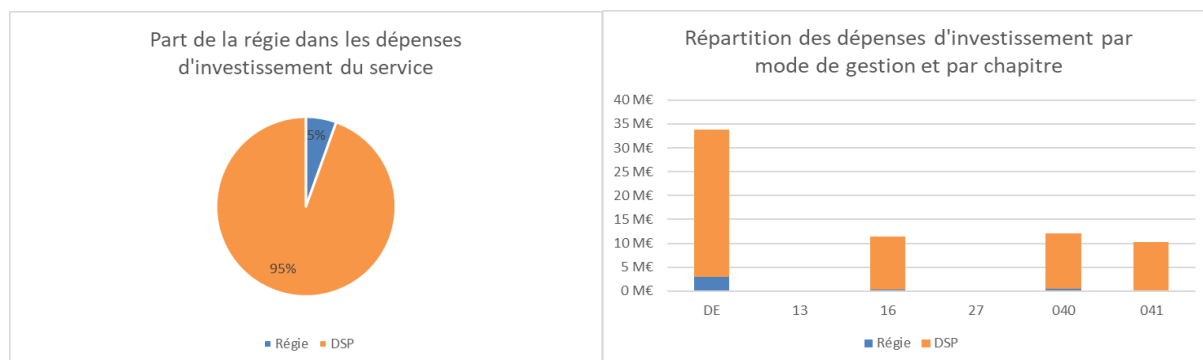
## 6. LA SECTION D'INVESTISSEMENT DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT »

### 6.1 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

| En K€                                               | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | Taux d'exécution 2025 | Evolution CFU 2024/2025 en % |
|-----------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>Dépenses réelles</b>                             | <b>51 322,85</b> | <b>62 342,43</b>  | <b>45 316,04</b> | <b>73%</b>            | <b>-12%</b>                  |
| <b>Dépenses d'équipement</b>                        | <b>39 251,91</b> | <b>47 799,57</b>  | <b>33 774,99</b> | <b>71%</b>            | <b>-14%</b>                  |
| 20 - Immobilisations incorporelles (sauf le 204)    |                  |                   |                  |                       |                              |
| 204 - Immobilisations incorporelles                 |                  |                   |                  |                       |                              |
| 21 - Immobilisations corporelles                    |                  |                   |                  |                       |                              |
| 23 - Immobilisations en cours                       |                  |                   |                  |                       |                              |
| Opérations d'équipement                             | 39 251,91        | 47 799,57         | 33 774,99        | 71%                   | -14%                         |
| <b>Dépenses financières</b>                         | <b>12 070,94</b> | <b>14 542,86</b>  | <b>11 541,05</b> | <b>79%</b>            | <b>-4%</b>                   |
| 13-Subventions d'investissement                     | 329,84           | 194,31            | 194,31           | 100%                  | -41%                         |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées                  | 11 741,10        | 11 870,09         | 11 346,61        | 96%                   | -3%                          |
| 27 - Autres immobilisations financières             | 0,00             | 0,80              | 0,13             | 16%                   |                              |
| 020 - Dépenses imprévues                            |                  | 2 477,66          |                  |                       |                              |
| <b>Dépenses d'ordre</b>                             | <b>18 956,12</b> | <b>29 736,56</b>  | <b>22 347,93</b> | <b>75%</b>            | <b>18%</b>                   |
| 040 - Opérations de transfert entre sections        | 10 891,32        | 12 240,46         | 12 164,29        | 99%                   | 12%                          |
| 041 - Opérations patrimoniales                      | 8 064,79         | 17 496,10         | 10 183,65        | 58%                   | 26%                          |
| <b>Total dépenses d'investissement</b>              | <b>70 278,96</b> | <b>92 078,99</b>  | <b>67 663,98</b> | <b>73%</b>            | <b>-4%</b>                   |
| D 001 Solde d'exécution négatif reporté             |                  | 25 870,73         |                  |                       |                              |
| <b>Total des dépenses d'investissement cumulées</b> | <b>70 278,96</b> | <b>117 949,73</b> | <b>67 663,98</b> | <b>57%</b>            | <b>-4%</b>                   |

Les dépenses réelles d'investissement ont été exécutées à hauteur de 73%, soit un montant de 45 316,04 k€ en diminution de 12% par rapport à l'année 2024.

Les dépenses réelles se répartissent entre la gestion en régie (correspondant à l'exploitation sur le périmètre des communes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre les Remparts) et la gestion déléguée (sur le périmètre des autres communes) et comme suit :



- ✓ Les opérations d'équipement représentent 33 775 k€ de dépenses, et un taux d'exécution de 71%, en baisse par rapport à 2024 :
  - 24 342 k€ concernent les interventions récurrentes et de courtes durées avec des travaux d'entretien et d'aménagement ;
  - 9 187 k€ correspondant à de nouvelles infrastructures ou équipements structurants pour la métropole ;
  - 3 k€ ont été réalisés sur le programme logistique pour l'achat de mobilier ;
  - 93 k€ ont été réalisés sur le programme numérique pour l'acquisition de matériels informatiques ;

- 150 k€ ont été réalisés sur le programme parc automobile pour l'acquisition de véhicules électriques.

Pour la partie concernant les travaux de réseaux d'assainissement, ils consistent à entretenir et réhabiliter les canalisations existantes pour restaurer leur étanchéité et leur efficacité. Cela inclut la pose de conduits, la création de points d'accès pour l'entretien et la réhabilitation des réseaux existants, afin de garantir leur bon fonctionnement et prévenir les fuites.

En 2025, le montant réalisé est de 24 342 k€ correspondant aux opérations suivantes :

- ✓ Commune de Marseille : 5 810 k€, dont 740 k€ de dévoiement du réseau d'adduction d'eau potable et la réhabilitation du collecteur rive droite Huveaune (boulevard de la Millière), 596 k€ pour le chemisage du réseau sanitaire (boulevard de la Barasse), et 532 k€ de location d'un système de pompage du déversoir d'orage dans le quartier des Escourtines ;
- ✓ Divers travaux de réhabilitation et de renouvellement de réseaux eaux usées principalement dans les communes de Miramas (1 950 k€), Port de Bouc (1 014 k€), Marignane (921 k€), Grans (782 €), Salon-de-Provence (707 k€), Berre-l'étang (509 k€), Allauch (430 k€), Alleins (420 k€) et un montant de 5 248 k€ sur l'ensemble des autres communes ;
- ✓ Renouvellement des réseaux humides sur la commune de Port-Saint-Louis-du-Rhône (2 398 k€) ;
- ✓ Travaux d'urgences, acquisition d'une hydrocureuse et d'un camion grue sur la commune de Martigues (1 565 k€) ;
- ✓ Création et travaux d'extension d'un réseau d'assainissement sur la commune d'Istres (937 k€) ;
- ✓ Travaux de gainage structurant du collecteur, et réhabilitation de regards de visite sur 8 rues/avenues de la commune de Bouc-Bel-Air (507 k€) ;
- ✓ Extension du collecteur d'assainissement sur le quartier Rebuty de la commune de Gignac (475 k€) ;
- ✓ Inventaire des ouvrages des réseaux assainissement sur plusieurs communes (669 k€).

Pour la partie « ouvrages », le montant réalisé est de 9 187 k€ correspondant aux opérations suivantes :

- ✓ Travaux de réhabilitation de l'Ovoïde pour 3 422 k€, relatifs aux ouvrages datant de 1935, collectant les eaux usées de douze communes (Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint-Savournin, Roquevaire, Gémenos, Carnoux-en-Provence, Roquefort-la-Bédoule) pour les acheminer jusqu'à la station d'épuration Géolide de Marseille ;
- ✓ Travaux divers sur l'usine de Sormiou et de la station d'Épuration de Géolide à Marseille pour 1 159 k€ ;
- ✓ Renouvellement de l'ouvrage structurant du bassin de collecte de la vallée de l'Huveaune pour 1 150 k€ ;
- ✓ Création d'un bassin de rétention sous la place Gèze à Marseille pour 890 k€ ;
- ✓ Divers autres projets sur les ouvrages pour 1 604 k€ sur les stations d'Épuration des communes de Berre-l'étang, Charleval, Cuges-les-pins, Ensues-la-redonne, Fos-sur-Mer, Marignane, Martigues, Miramas, Saint-Chamas, Sénas et le port du Frioul à Marseille ;
- ✓ Divers autres projets sur les réseaux pour 495 k€ sur les communes de La Ciotat, Marseille et Martigues ;
- ✓ Diverses études pour 467 k€ incluant les études relatives au schéma directeur métropolitain.

Les dépenses financières s'élèvent à 11 541 k€, en recul de -4% par rapport à 2024 :

- Le chapitre subventions d'investissement (chapitre 13) est mandaté pour un montant de 194 k€, il s'agit principalement de remboursements de trop perçu de l'agence de l'eau ;
- Le remboursement du capital de la dette au chapitre emprunts et dettes assimilées (chapitre 16) pour 11 346 k€, avec un taux d'exécution de 96% ;
- Un complément de dépôt de garantie au chapitre autres immobilisations financières (chapitre 27) pour 0,13 k€ pour les bureaux d'Aix en Provence.

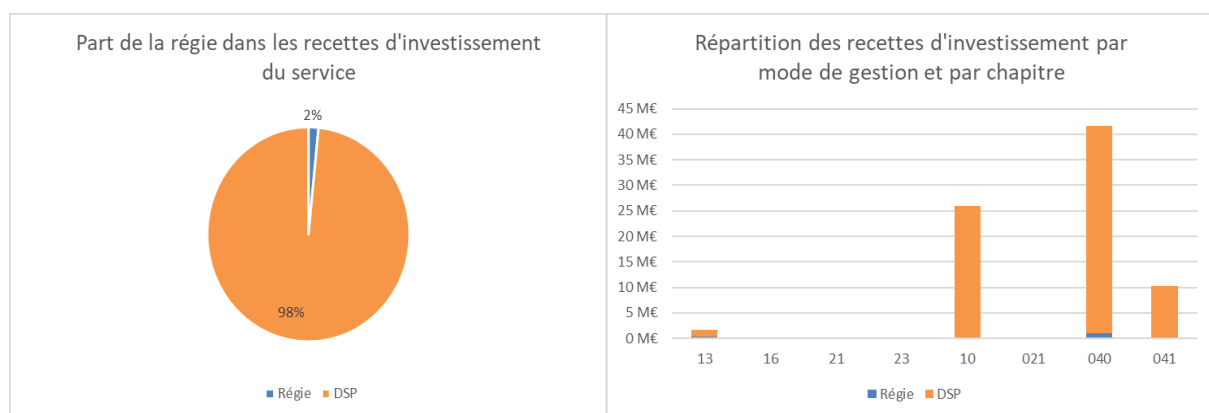
Les dépenses d'ordre relatives aux opérations de transfert entre sections sont de 12 164 k€. Il s'agit de l'amortissement des subventions.

Les opérations patrimoniales sont mandatées pour 10 183 k€, et sont liées aux différentes régularisations patrimoniales qui ont eu lieu cette année afin de fiabiliser l'inventaire financier.

## 6.2 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT DU COMPTE FINANCIER UNIQUE

| En K€                                                     | CA 2024          | Total "voté" 2025 | CFU 2025         | Taux d'exécution 2025 | Evolution CFU 2024/2025 en % |
|-----------------------------------------------------------|------------------|-------------------|------------------|-----------------------|------------------------------|
| <b>Recettes réelles</b>                                   | <b>28 260,40</b> | <b>34 740,39</b>  | <b>27 690,90</b> | <b>80%</b>            | <b>-2%</b>                   |
| <b>Recettes d'équipement</b>                              | <b>7 226,89</b>  | <b>8 869,66</b>   | <b>1 820,17</b>  | <b>21%</b>            | <b>-75%</b>                  |
| 13 - Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)  | 4 781,39         | 8 869,66          | 1 719,68         | 19%                   | -64%                         |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées (hors 165, 166, 16449) | 0,43             |                   | 0,00             |                       | -100%                        |
| 21 - Immobilisations corporelles                          | 2 445,07         |                   | 99,46            |                       | -96%                         |
| 23- Immobilisations en cours                              |                  |                   | 1,03             |                       |                              |
| <b>Recettes financières</b>                               | <b>21 033,51</b> | <b>25 870,73</b>  | <b>25 870,73</b> | <b>100%</b>           | <b>23%</b>                   |
| 10- Dotations, fonds divers, réserves                     | 20 612,86        | 25 870,73         | 25 870,73        | 100%                  | 26%                          |
| 024- Produits des cessions d'immobilisations              |                  |                   |                  |                       |                              |
| 27 - Autres immobilisations financières                   | 420,65           |                   |                  |                       | -100%                        |
| <b>Recettes d'ordre</b>                                   | <b>36 760,69</b> | <b>83 209,33</b>  | <b>51 857,97</b> | <b>62%</b>            | <b>41%</b>                   |
| 021 - Virement de la section de fonctionnement            |                  | 22 370,83         |                  |                       |                              |
| 040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections      | 28 695,90        | 43 342,41         | 41 674,33        | 96%                   | 45%                          |
| 041 - Opérations patrimoniales                            | 8 064,79         | 17 496,10         | 10 183,65        | 58%                   | 26%                          |
| <b>Total recettes d'investissement</b>                    | <b>65 021,09</b> | <b>117 949,73</b> | <b>79 548,88</b> | <b>67%</b>            | <b>22%</b>                   |
| R 001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé       |                  |                   |                  |                       |                              |
| <b>Total des recettes d'investissement cumulées</b>       | <b>65 021,09</b> | <b>117 949,73</b> | <b>79 548,88</b> | <b>67%</b>            | <b>22%</b>                   |

En 2025, les recettes réelles atteignent 27 691 k€, ce qui représente une baisse de 2% par rapport à 2024 avec un taux d'exécution de 80%.



Au chapitre subventions d'investissements reçues (chapitre 13) il est constaté une diminution des subventions d'investissement qui passent de 4 781 k€ en 2024 à 1 719 k€ en 2025. Le faible taux d'exécution est lié à des retards dans le traitement des dossiers.

Le montant réalisé 2025 correspond aux acomptes et soldes de plusieurs dossiers de subvention principalement avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse :

- ✓ « Reconstruction de la station d'épuration de La Fare les Oliviers pour 309,25 k€ ;
- ✓ « Chemisage et fumigation année 2023 » sur les communes de Martigues et Port-de-Bouc pour 255,83 k€ ;
- ✓ « Travaux de création d'un poste de refoulement et reprise du collecteur d'assainissement – rive droite de la Touloubre » pour 70,82 k€ ;
- ✓ « Schéma directeur métropolitain » pour 82,63 k€ ;
- ✓ « Extension de la station d'épuration Auriol/Saint-Zacharie » pour 66,53 k€ ;

- ✓ Etude de méthanisation et réutilisation des eaux usées traitées de la station d'épuration de Salon de Provence pour 29,36 k€ ;
- ✓ Le reste du montant inscrit se répartit entre plusieurs dossiers de cofinancement pour différentes opérations situées sur les Zones Nord (Eguilles, Salon-de-Provence, Bouc-Bel-Air, Berre-l'Etang, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Eyguières) pour 590 k€, Sud (Marseille, Châteauneuf-les-Martigues, Gignac-la-Nerthe et les Pennes-Mirabeau) pour 314,58 k€.

Il n'y a pas eu d'emprunt nouveau levé cette année au chapitre emprunts et dettes assimilées (chapitre 16).

Au chapitre immobilisations corporelles (chapitre 21), 99,46 k€ correspondent au remboursement d'un trop perçu suite au bilan général et définitif de l'opération « Reprise du génie civil des ouvrages existants concernant la station d'épuration de Miramas/Saint-Chamas ». En effet le bilan de l'opération a mis en avant des avances versées supérieures aux dépenses justifiées ce qui a entraîné un remboursement de la part du prestataire.

Au chapitre immobilisations en cours (chapitre 23), 1,03 k€ d'annulation partielle de mandat concernant des avances.

En recettes financière, 25 870 k€ au chapitre dotations, fonds divers, réserves (chapitre 10) correspondent à l'excédent de fonctionnement capitalisé pour couvrir le déficit d'investissement.

En recette d'ordre, 41 674 k€ sont exécutés pour l'amortissement des biens et 10 183 k€ pour les régularisations patrimoniales.